

ARRETE-LOI

du 23 août 1939, modifié par la loi
du 22 octobre 1998, relatif à la

Répression de la bêtise

LÉOPOLD III, Roi des Belges.

A tous présents et à venir, Salut !

Vu la loi du 7 septembre 1939, donnant au Roi des pouvoirs extraordinaires, notamment dans l'intérêt de la santé mentale et de la tranquillité publiques;

Considérant qu'il est nécessaire et urgent de prendre à cette fin des mesures radicales en matière de répression de la bêtise; Sur la proposition de Nos Ministres, qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ARTICLE PREMIER. - §1^{er}. - Quiconque est trouvé proférant une bêtise dans un lieu public est puni : pour la première infraction, d'une amende de 15 à 25 francs; en cas de récidive dans l'année depuis la première condamnation, d'une amende de 26 à 50 francs et d'une réclusion de vingt-quatre à trente-six heures dans son domicile après confiscation pendant ladite période de tout récepteur à images décebrantes; en cas de nouvelle récidive dans l'année depuis la deuxième condamnation, d'une interdiction d'émettre une opinion quelconque en public pendant une semaine, et d'une amende de 50 à 100 francs.

§2. - En outre, dans les cas visés au paragraphe précédent, si le délinquant occasionne du désordre, du scandale ou du danger pour autrui ou pour lui-même en débitant contrevérités sur contrevérités sur un ton péremptoire, menaçant ou supérieur, il est écroué pendant deux heures au moins et douze heures au plus au dépôt communal ou dans la chambre de sûreté de la gendarmerie. Si son état le requiert, il est baïllonné et reçoit les soins médicaux nécessaires.

ART. 2. - Si, lors de l'infraction, le délinquant est porteur d'un téléphone portable ou en fait un usage immodéré, celui-ci est saisi par l'agent qui constate l'infraction et la confiscation est prononcée par le juge, même si la propriété n'en appartient pas au condamné.

ART. 3. - Si le délinquant proférant une bêtise se livre à une occupation exigeant de l'intelligence, du jugement ou des précautions spéciales afin d'obvier à une prolifération de propos ineptes dans le grand public, il est suspendu de ses fonctions de huit jours à un mois, condamné à tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler pendant un mois et puni d'une amende de 26 à 100 francs, ou une de ces peines seulement.

Ces peines sont doublées si le délinquant a pris plaisir à proférer sa bêtise; elles sont triplées et la suspension est toujours prononcée en cas de fatuité manifeste.

ART. 4. - Est puni d'un baïllonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 50 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque abonde dans le sens d'une personne prononçant manifestement une bêtise.

Si celle-ci est âgée de plus de 18 ans et de moins de 70 ans, la peine est doublée.

ART. 5. - Sont condamnés à une heure de lecture de poésie et à une heure de promenade silencieuse par jour pendant un an, ou à l'une de ces peines seulement, les journalistes qui, sans motif plausible, colportent une bêtise émise par un majeur âgé de plus de 21 ans.

ART. 6. - Est puni des peines prévues à l'article 4, quiconque use de paroles stupides à la seule fin de circonvenir autrui. S'il abuse de son charme, de son humour ou de son ascendant naturels pour arriver à ses fins, les peines sont doublées.

ART. 7. - En cas de récidive dans l'année, les peines portées aux articles 4, 5 et 6 sont doublées et la peine du baïllonnement est toujours prononcée.

ART. 8. - Est puni d'une interdiction d'écouter de la musique débilite et d'une amende de 26 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque a intentionnellement cassé les oreilles d'autrui, lorsque ce bombardement intempestif aura eu pour conséquence une maladie mentale entraînant la perte du bon sens ou de la liberté de pensée.

Si la mort intellectuelle, morale ou spirituelle s'ensuit, la peine est de cinq ans de bouchons dans les oreilles et de 250 à 5.000 francs d'amende.

ART. 9. - Sont interdits de fréquentation des lieux publics et punis d'une amende de 26 à 50 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui provoquent, stimulent, attirent ou excitent la bêtise chez autrui, lorsque cette entreprise a été couronnée de succès, sans cependant entraîner les conséquences visées à l'article précédent.

ART. 10. - En condamnant par application du présent arrêté-loi au baïllonnement ou à une peine plus grave, le juge peut prononcer contre le condamné :

1° La déchéance du droit d'exercer les fonctions de juré, de tuteur, d'enseignant, de politicien, de politologue, d'annonceur, de sondeur d'opinion, de critique d'art, de divinateur, pour deux à cinq ans;

2° L'interdiction d'émettre un avis dénué de fondement pendant deux ans ou plus, sous peine pour chaque infraction à cette interdiction d'un baïllonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 100 à 500 francs;

Il peut en outre, en cas d'infraction à l'article 3, prononcer la déchéance du droit de lire un texte insane, de suivre des émissions radiophoniques ou télévisuelles abrutissantes, de s'adonner à des jeux électroniques ou de prendre part à des débats oiseux soit à titre définitif, soit pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus.

ART. 11. - Il est défendu, sous peine d'un baïllonnement du personnel de huit jours à deux mois et d'une amende de 100 à 500 francs, de débiter, dans les maisons de débauche, des boissons et des idioties.

Les administrations peuvent interdire toute forme de discussion dans les maisons occupées :

1° Par une ou plusieurs personnes notoirement prédisposées à assener des imbécillités consternantes, à répandre des stéréotypes pernecieux, à affectionner les préjugés absurdes et les raccourcis boiteux, à marier amalgames pervers et généralisations outrancières ou à aligner des raisonnements tout faits;

2° Par une ou plusieurs personnes condamnées pour infraction aux articles 765 à 769 du Code Pénal, réprimant le lavage de cerveau, l'endoctrinement et la désinformation ou pour avoir tenu un établissement de verbiage clandestin.

Toute contravention à cette interdiction est punie de 50 francs d'amende et, en cas de récidive, de huit jours à un mois de désintoxication cérébrale et de 200 francs d'amende.

ART. 12. - Le juge, dans les cas prévus aux articles 7 et 8, peut ordonner que le jugement de condamnation sera affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux publics qu'il déterminera, avec ou sans mention des plus grosses énormités exprimées par le condamné, le tout aux frais de ce dernier.

ART. 13. - Les articles 66, 67 et 69 du Code Pénal relatifs à l'assistance aux personnes en danger sont applicables aux infractions prévues par le présent arrêté-loi. En conséquence, les peines prévues pour quiconque profère une bêtise s'appliquent à l'encontre de celui qui, convaincu de la stupidité du propos, n'est pas intervenu dans la discussion.

ART. 14. - Pour application du présent arrêté-loi, on entend par lieux publics tous les endroits accessibles au public, notamment la voie publique, les débits de boissons, les hôtels, auberges, restaurants, gîtes, lieux de divertissements, magasins, échoppes, avions, bateaux, trains, trams, gares, aéroports, ateliers ou chantiers.

Sont aussi considérés comme endroits accessibles au public, les lieux où les membres d'une association ou d'un groupement à caractère politique, identitaire, sportif ou religieux se réunissent uniquement ou principalement en vue d'échanger des propos démagogiques, sectaires, vulgaires ou superstitieux.

ART. 15. - Pourvu qu'ils n'ont jamais été convaincus de bêtise dans l'exercice de leurs fonctions, tous les fonctionnaires et employés de l'administration des contributions directes, de l'administration des douanes et accises et du service de l'hygiène mentale, les agents judiciaires près les parquets, les fonctionnaires et agents de police communale, les gendarmes et les huissiers des contributions sont qualifiés à l'effet de rechercher et constater seuls toutes infractions au présent arrêté.

ART. 16. Sans préjudice de l'application de l'article 155 de la loi du 18 juin 1869, les fonctionnaires et autres personnes visées à l'article 15 sont, en ce qui concerne la constatation des infractions prévues par le présent arrêté-loi et la poursuite de leurs auteurs, placés sous la direction du Procureur du Roi, même si ce dernier a déjà été convaincu de bêtise dans l'exercice de ses fonctions.

ART. 17. - N'est pas recevable en justice l'action en dédommagement, introduite par le tenancier d'un cabaret, café, auberge et débit quelconque de boissons, contre quiconque aura terni la réputation dudit lieu, y ayant proféré une bêtise.

Cette disposition ne s'applique pas à l'action en dédommagement à l'encontre de celui qui a bêtisé dans le but de nuire à la santé intellectuelle de ses semblables.

ART. 18. - Le texte du présent arrêté-loi sera affiché dans tous les lieux publics comme définis à l'article 14.

Le responsable du lieu public qui enfreindra cette prescription sera puni d'une amende qui ne pourra pas dépasser 25 grammes.

ART. 19. - Le 3^o de l'article du Code d'Instruction Criminelle, modifié par l'arrêté royal n° 252 du 8 mars 1936, est remplacé par la disposition suivante :

“ Des infractions à l'arrêté-loi relatif à la représentation de la bêtise à l'exception de celles prévues par l'article 8 et par les deux premiers alinéas de l'article 11. ”

ART. 20. - La loi du 4 août 1857 sur la jobarderie est abrogée.

Donné à Bruxelles, le 23 août 1939.

LEOPOLD.

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Hubert Pierlot.

Le Membre du Conseil des Ministres,

P.-E. Janson.

Le Membre du Conseil des Ministres,

H. De Man.

Le Ministre de l'Intérieur,

A. Devèze.

Le Ministre de la Justice,

E. Soudan.

Le Ministre des Affaires Etrangères et du

Commerce Extérieur,

P.-H. Spaak.

Le Ministre des Communications,

H. Marck.

Le Ministre de l'Instruction Publique,

Jules Duesberg.

Le Ministre des Finances,

Gutt.

Le Ministre de la Défense Nationale,

H. Denis.

Le Ministre de l'Agriculture,

comte Ch.-A. d'Aspremont Lynden.

Le Ministre des Travaux Publics et de la Réorption du Chômage,

Arthur Vanderpoorten.

Le Ministre des Affaires Economiques et des

Classes Moyennes,

G. Sap.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale,

Balthazar.

Le Ministre des Colonies,

Albert De Vleeschauwer.

Le Ministre de la Santé Publique,

Marcel-H. Jaspas.

Le Ministre du Ravitaillement,

Antoine Dell'Osse.

Le Ministre de l'Information Nationale,

A. Wauters.

BESLUITWET

van 23 augustus 1939, gewijzigd door de wet
van 22 oktober 1998, betreffende de

Beteugeling van de dwaasheid

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Gelet op de wet van 7 september 1939 waarbij, onder meer in het belang van de geestelijke gezondheid en van de openbare rust, aan de Koning buitengewone machten worden toegekend;

Overwegende dat het nodig is onverwijld met dat doel radicale maatregelen te nemen inzake de beteugeling van de dwaasheid; Op voordracht van Onze Ministers die er in de Raad over beraadslaagd hebben,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL EEN. - § 1. - Hij die in een openbare plaats op het uiten van een dwaasheid wordt betrappt, wordt gestraft: voor de eerste inbreuk, met geldboete van 15 frank; in geval van herhaling binnen een jaar na de eerste veroordeling, met geldboete van 26 frank tot 50 frank en opsluiting in zijn domicilie van vierentwintig tot zesentwintig uur na beslaglegging op elke geestesberovende beeldontvanger gedurende de vooropgestelde periode; in geval van nieuwe herhaling binnen een jaar na de tweede veroordeling, wordt hem een verbod opgelegd om welke mening dan ook in het openbaar te uiten, en wordt hij gestraft met een geldboete van 50 tot 100 frank.

§ 2. - Bovendien, in de bij de vorige paragraaf bedoelde gevallen, kan de delinquent, indien hij swaorde, schandaal, of voor een ander of voor hem zelf gevaar veroorzaakt door onwaarheid na onwaarheid uit te brengen op een geen tegenspraak duldende toon, bedreigend of uit de hoogte, opgesloten worden in het gemeentelijk huis van bewaring of de veiligheidskamer van de rijkswacht gedurende ten minste twee uren en ten hoogste twaalf uren. Indien zijn toestand zulks vereist, wordt hij gemuilkorfd en ontvangt hij de nodige geneeskundige zorg.

ART. 2. - Indien, bij het plegen van het misdrijf, de delinquent in het bezit is van een draagbare telefoon of er op ongepaste wijze gebruik van maakt, wordt op dit toestel beslag gelegd door de agent die het misdrijf vaststelt, en de verbeurdverklaring wordt door de rechter uitgesproken, zelfs indien dit toestel niet aan de veroordeelde toebehoort.

ART. 3. - Zo de dwaasheid uitende delinquent een bezigheid verricht die een zekere graad van intelligentie vereist, alsook voorzichtigheid of bijzondere voorzorgen om het uiten van onangepaste uitspraken in het openbaar tegen te gaan, wordt hij ontheven uit zijn functie voor acht dagen tot één maand, en wordt hij veroordeeld om gedurende één maand tot zeven maal zijn woorden in te slikken alvorens deze uit zijn mond te laten vloeien en hij wordt gestraft met een geldboete van 26 frank tot 100 frank, of met één van die straffen alleen.

Deze straffen worden verdubbeld als de delinquent ook nog eens plezier beleeft aan het uiten van onzin; zij worden verdrievoudigd en een schorsing zal worden uitgesproken in geval van manifest zelfgenoegzaamheid.

ART. 4. - Met muilkorving van acht dagen tot één maand en met boete van 26 tot 50 frank of met één van deze straffen, wordt hij gestraft die argumenten toevoegt in dezelfde zin als iemand die manifest dwaasheden verkondigt.

Indien deze meer dan 18 en minder dan 70 jaar oud is, wordt de straf verdubbeld.

ART. 5. - Worden veroordeeld tot één uur lectuur van poëzie en één uur stilzwijgende wandeling per dag gedurende één jaar, of tot slechts één van die straffen, de journalisten die een dwaasheid, uitgebracht door iemand die ouder is dan 21 jaar, verspreiden, zonder aanwijsbaar motief.

ART. 6. - Met de bij artikel 4 voorziene straffen wordt gestraft, hij die belachelijke woorden gebruikt met als enige doel iemand in te palmen. Als hij zijn charme, zijn humor of zijn natuurlijke invloed misbruikt om zijn doelstellingen te bereiken, worden de straffen verdubbeld.

ART. 7. - In geval van herhaling binnen een jaar, worden de bij de artikelen 4, 5 en 6 bepaalde straffen verdubbeld en wordt de delinquent altijd gemuilkorfd.

ART. 8. - Wordt veroordeeld tot een verbod om afstompende muziek te beluisteren alsook tot een boete van 26 tot 500 frank, of met één van die straffen alleen, hij die intentioneel iemand de oren van zijn hoofd heeft gezeverd, wanneer deze excessieve woordenvloed een geestesziekte tot gevolg heeft die een verlies van gezond verstand en vrije mening met zich meebrengt.

Indien dit de intellectuele, morele en spirituele dood tot gevolg heeft, bedraagt de straf 5 jaar oordopjes en 250 tot 5.000 frank boete.

ART. 9. Worden verboden openbare plaatsen te frequenteren en gestraft met een boete van 26 tot 50 frank of met één van die straffen alleen, zij die de dwaasheid bij een ander provoceren, stimuleren, aanwakkeren of aansporen, en wanneer deze onderneming met succes bekroond werd, zonder nochtans de bij het vorige artikel bedoelde gevolgen teweeg te brengen.

ART. 10. - Wanneer hij, bij toepassing van deze besluiten, veroordeeld tot muilkorving of tot een zwaardere straf, kan de rechter tegen de veroordeelde uitspreken:

1° Het verval van het recht tot het waarmemen van het ambt van gezworene, voogd, lesgever, politiekeer, politicoloog, adverteerder, opiniepeiler, kunstcriticus, voorspeller, voor twee tot vijf jaar;

2° Het verbod om een ongegrond advies uit te spreken gedurende ten minste twee jaar, op straffe van muilkorving van acht dagen tot één maand en tot een boete van 100 tot 500 frank voor iedere overtreding van dit verbod.

Bovendien kan hij bij overtreding van artikel 3 het verval van het recht uitspreken op het lezen van onzinnige teksten, het volgen van afstompende radiofone of televisuele uitzendingen, het zich toewijden aan elektronische spelen, het deelnemen aan overbodige debatten, hetzij voor goed, hetzij voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar.

ART. 11. - Het is verboden op straffe van muilkorving van het personeel van acht dagen tot twee maanden en van geldboete van 100 tot 500 frank, om dranken en onzin te verkopen in ontuchthuizen.

De gemeentebesturen mogen elke vorm van discussie verbieden in de huizen bewoond:

1° door één of meerdere personen die kennelijk geneigd zijn tot het uitbazunen van ontstellende onzin, tot het rondstrooien van schandelijke stereotypen, tot een voorliefde van absurde vooroordelen en van manke simplificaties, tot het samenbrengen van perverse amalgamen en buitensporige veralgemeningen of tot het op een rij zetten van reeds uitgewerkte bedenkingen;

2° Door één of meer personen veroordeeld ter zake van inbreuk op artikelen 379 en 382 van het Strafwetboek tot bestraffing van hersenspoeling, indoctrinatie en desinformatie of veroordeeld voor het houden van een inrichting waar clandestiene woordenvloed gebezigd werd.

Iedere overtreding van dit verbod wordt bestraft met geldboete van 50 frank en, in geval van herhaling, met acht dagen tot één maand cerebrale ontwenning en een boete van 200 frank.

ART. 12. - De rechter mag, in de bij de artikelen 7 en 8 voorziene gevallen, bevelen dat het vonnis van veroordeling aangeplakt worde op zoveel exemplaren en op zulke plaatsen als hij zal bepalen, met of zonder melding van de grootste stommitieiten uitgebracht door de veroordeelde, dit alles op kosten van de veroordeelde.

ART. 13. - De artikelen 66, 67 en 69 van het Strafwetboek betreffende personen in nood zijn van toepassing op de bij deze besluitwet voorziene misdrijven. Bij gevolg zijn de voorziene straffen voor wie zich schuldig maakt aan het uiten van dwaasheden ook uitbreidbaar naar hij die, overtuigd van de stompzinnigheid van een uiting, zich toch niet gemengd heeft in de discussie.

ART. 14. - Voor de toepassing van deze besluitwet verstaat men onder openbare plaatsen, elke voor het publiek toegankelijke plaats, onder meer de openbare weg, de dranklijjertijen, de hotels, herbergen, spijshuizen, landhuizen, vermaakgelegenheden, magazijnen, kramen, vliegtuigen, schepen, treinen, trams, stations, luchthavens, werkhuizen of werven.

Worden evenzo als voor het publiek toegankelijke plaatsen aangezien, de plaatsen waar de leden van een vereniging of van een groepering met politiek, besloten, sportief of religieus karakter verenigen, uitsluitend of voornamelijk om er demagogische, sektarische, vulgaire of bijgevolgige gedachten uit te wisselen.

ART. 15. - Indien ze nooit aangeklaagd werden voor een dwaasheid in het uitoefenen van hun ambt, zijn al de ambtenaren en beamtenden van het bestuur der rechtstreekse belastingen, van het bestuur van douanen en accijnzen en van de dienst voor volksgezondheid, de gerechtelijke agenten bij de parketten, de officieren en agenten van de gemeentepolitie, de gendarmen en de deurwaarders der belastingen bevoegd, alleen, al de inbreuken op dit besluit op te sporen en vast te stellen.

ART. 16. - Onverminderd de toepassing van artikel 155 van de wet van 18 juni 1969, staan de ambtenaren en andere personen die bij het artikel 15 bedoeld zijn, wat betreft de vaststelling van de bij deze besluitwet voorziene misdrijven en de vervolging van de daders van die misdrijven, onder de leiding van de Procureur des Konings, zelfs als deze laatste reeds aangeklaagd is wegens dwaasheid in de uitoefening van zijn ambt.

ART. 17. - Is in rechte niet ontvankelijk, de vordering tot schadevergoeding, geëist door een houder van een cabaret, café, herberg, en welkdanige dranklijjertij ook, aan een persoon die de reputatie van bovenvermelde plaatsen bezoedeld zou hebben door er onzin uit te kramen. Deze bepaling is niet van toepassing op de vordering tot schadevergoeding ten aanzien van diegene die dwaasheden verkondigde met het opzettelijke doel de intellectuele gezondheid van een soortgelijke te schaden.

ART. 18. - De tekst van deze besluitwet zal uitgehangen worden in alle openbare plaatsen zoals bepaald in artikel 14.

De verantwoordelijke van een openbare plaats die dit voorschrift overtreedt, krijgt de penitentie boeken te leren van niet minder dan 600 blz.

ART. 19. - Het 3^o van artikel 138 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij het koninklijk besluit Nr. 252 van 8 maart 1936, wordt door de volgende bepaling vervangen:

“ De inbreuken op de besluitwet betreffende de beteugeling van de dwaasheid, met uitzondering van de misdrijven voorzien bij artikel 8 en bij de eerste 2 alinea's van artikel 11. ”

ART. 20. - De wet van 4 augustus 1857 op de sottise is opgeheven.

Gegeven te Brussel, 23 augustus 1939.

LEOPOLD.

Van 's Koningswege :

De Eerste-Minister,

Hubert Pierlot.

Het Lid van de Ministerraad,

P.-E. Janson.

Het Lid van de Ministerraad,

H. De Man.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. Devèze.

De Minister van Justitie,

E. Soudan.

De Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel,

P.-H. Spaak.

De Minister van Verkeerswezen,

H. Marck.

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Jules Duesberg.

De Minister van Financiën,

Gutt.

De Minister van Landsverdediging,

H. Denis.

De Minister van Landbouw,

graaf Ch.-A. d'Aspremont Lynden.

De Minister van Openbare Werken en Werkverschaffing,

Arthur Vanderpoorten.

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

G. Sap.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Balthazar.

De Minister van Koloniën,

Albert De Vleeschauwer.

De Minister van Volksgezondheid,

Marcel-H. Jaspas.

De Minister van Ravitaillement,

Antoine Delfosse.

De Minister van Nationale Inlichting,

A. Wauters.